

Annexe 1**TRIBUNAL ADMINISTRATIF
DE BORDEAUX**

N°0504238

(CB)
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

SOCIETE MORILLON CORVOL SUD OUEST

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAISM. Gilles
Rapporteur

Le Tribunal administratif de Bordeaux

M. Gajean
Commissaire du gouvernement

(4ème chambre)

Audience du 23 juin 2008
Lecture du 1^{er} juillet 2008

49-04-01-01-01

Vu la requête, enregistrée le 8 novembre 2005, présentée pour la SOCIETE MORILLON CORVOL SUD OUEST, dont le siège est 2, rue du Verseau Zone Silic 423 à Rungis (94150), représentée par son président directeur général en exercice, par Me Clément ; la SOCIETE MORILLON CORVOL SUD OUEST demande au tribunal :

1°) D'annuler la décision implicite par laquelle le maire de la commune de Saint-Loubès (Gironde) a rejeté sa demande du 12 juillet 2005 tendant à l'abrogation de l'arrêté en date du 1^{er} janvier 2005 par lequel ce maire a interdit la circulation des véhicules de transports routiers d'un poids total en charge supérieur à 7,5 tonnes sur la route départementale 242 ;

2°) D'enjoindre au maire de la commune de Saint-Loubès de procéder à cette abrogation dans un délai de quinze jours à compter de la notification du jugement à intervenir ;

.....
Vu la décision attaquée ;

Vu le mémoire, enregistré le 19 janvier 2006, présenté pour la commune de Saint-Loubès, par Me Sirgue, qui conclut au rejet de la requête et, en outre, à ce que la SOCIETE MORILLON CORVOL SUD OUEST lui verse une somme de 1.500 euros au titre de l'article L.761-1 du code de justice administrative ;

.....
Vu le mémoire, enregistré le 8 avril 2006, présenté pour la SOCIETE MORILLON CORVOL SUD OUEST, qui conclut aux mêmes fins que sa requête ;

.....
Vu l'ordonnance en date du 1^{er} février 2008 fixant la clôture d'instruction au 14 mars 2008, en application des articles R.613-1 et R.613-3 du code de justice administrative ;

Vu la lettre en date du 30 avril 2008, informant les parties, en application de l'article R.611-7 du code de justice administrative, que la décision à intervenir est susceptible d'être fondée sur un moyen soulevé d'office tiré de l'incompétence de l'auteur de l'acte ;

Vu le mémoire enregistré le 17 mai 2008 présenté pour la commune de Saint-Loubès qui conclut aux mêmes fins que son mémoire et au rejet du moyen soulevé d'office ;

.....
Vu les autres pièces du dossier ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 ;

Vu le code de justice administrative ;

Les parties ayant été régulièrement averties du jour de l'audience ;

Après avoir entendu, au cours de l'audience publique du 23 juin 2008, le rapport de M. Gilles et les conclusions de M. Gajean, commissaire du gouvernement ;

Considérant que par l'arrêté du 1^{er} janvier 2005, le maire de la commune de Saint-Loubès a interdit la circulation des véhicules de transports routiers d'un poids total en charge supérieur à 7,5 tonnes sur la route départementale 242, sauf desserte locale ainsi que « services de secours et d'incendie, services publics, convois exceptionnels et transports en commun » ; que la SOCIETE MORILLON CORVOL SUD OUEST demande l'annulation de la décision implicite de rejet née du silence gardé par le maire de cette commune sur sa demande d'abrogation de cet arrêté ;

Sur la fin de non recevoir opposée et tirée de la tardiveté de la requête :

Considérant qu'aux termes de l'article R.421-1 du code de justice administrative : « Sauf en matière de travaux publics, la juridiction ne peut être saisie que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée » ; qu'aux termes de l'article R.421-2 du même code : « Sauf disposition législative ou réglementaire contraire, le silence gardé pendant plus de deux mois sur une réclamation par l'autorité compétente vaut décision de rejet. Les intéressés disposent, pour se pourvoir contre cette décision implicite, d'un délai de deux mois à compter du jour de l'expiration de la période mentionnée au premier alinéa. (...) » ; qu'aux termes des dispositions de l'article R.421-5 du code susmentionné : « Les délais de recours contre une décision administrative ne sont opposables qu'à la condition d'avoir été mentionnés, ainsi que les voies de recours, dans la notification de la décision. » ; qu'aux termes de l'article 19 de la loi du 12 avril 2000 : « Toute demande adressée à une autorité administrative fait l'objet d'un accusé de réception délivré dans des conditions définies par décret en Conseil d'Etat. (...) Les délais de recours ne sont pas opposables à l'auteur d'une demande lorsque l'accusé de réception ne lui a pas été transmis ou ne comporte pas les indications prévues par le décret mentionné au premier alinéa » ; que l'article 1^{er} de cette même loi dispose : « Sont considérés comme autorités administratives au sens de la présente loi (...) les collectivités territoriales (...) » ;

Considérant que la demande adressée par la SOCIETE MORILLON CORVOL SUD OUEST à la commune de Saint-Loubès, le 12 juillet 2005 et reçue le 15 juillet 2005, tendant à l'abrogation de l'arrêté en date du 1^{er} janvier 2005, s'est, en l'absence de décision explicite, trouvée implicitement rejetée à l'expiration du délai de deux mois ; que la décision implicite de rejet attaquée par la société doit ainsi être regardée comme étant intervenue le 15 septembre 2005 ; qu'ainsi et en tout état de cause, la requête de la SOCIETE MORILLON CORVOL SUD OUEST, enregistrée le 8 novembre 2005 est recevable ; que, par suite, la fin de non recevoir opposée par la commune de Saint-Loubès ne peut qu'être écartée ;

Sur les conclusions à fin d'annulation :

Considérant, d'une part, que l'autorité compétente saisie d'une demande tendant à l'abrogation d'un règlement illégal est tenue d'y déférer soit que ce règlement ait été illégal dès sa date de signature, soit que l'illégalité résulte de circonstances de droit ou de fait postérieures à cette date ;

Considérant, d'autre part, qu'aux termes des dispositions de l'article L.2212-2 du code général des collectivités territoriales : « La police municipale a pour objet d'assurer le bon ordre, la sûreté, la sécurité et la salubrité publiques. Elle comprend notamment : (...) 2° Le soin de réprimer les atteintes à la tranquillité publique (...) » ; qu'aux termes de l'article L.2213-1 dudit code : « Le maire exerce la police de la circulation sur les routes nationales, les routes départementales et les voies de communication à l'intérieur des agglomérations, sous réserve des pouvoirs dévolus au représentant de l'Etat dans le département sur les routes à grande circulation » ; qu'aux termes de l'article L.2213-4 du même code : « Le maire peut, par arrêté motivé, interdire l'accès de certaines voies ou de certaines portions de voies ou de certains secteurs de la commune aux véhicules dont la circulation sur ces voies ou dans ces secteurs est de nature à compromettre (...) la tranquillité publique (...) » ; qu'aux termes de l'article 3221-4 dudit code : « Le président du conseil général gère le domaine du département. A ce titre, il exerce les pouvoirs de police afférents à cette gestion, notamment en ce qui concerne la circulation sur ce domaine, sous réserve des attributions dévolues aux maires par le présent code et au représentant de l'Etat dans le département (...) » ;

Sur la réglementation de la circulation hors zone agglomérée :

Considérant que s'il appartient au maire, en vertu des pouvoirs qu'il tient des dispositions combinées des articles L.2212-2, L.2213-1 et L.2213-4 précités du code général des collectivités territoriales, de prendre des mesures réglementant la circulation générale sur le territoire de la commune en vue d'assurer la tranquillité des habitants et de garantir la sécurité publique des usagers et riverains de cette route, il résulte de ces mêmes dispositions ainsi que de l'article L.3221-4 du même code qu'il ne peut prendre de telles mesures sur les routes départementales qu'à l'intérieur des agglomérations ;

Considérant que l'arrêté attaqué du maire de Saint-Loubès doit être regardé comme ayant entendu, eu égard tant aux termes dans lesquels il est rédigé qu'aux éléments exposés en défense, réglementer la circulation sur la totalité de la route départementale 242 traversant cette commune et non sur la seule partie de cette voie située dans les parties agglomérées de la commune ; qu'ainsi, l'arrêté du 1^{er} janvier 2005 est entaché d'incompétence en tant qu'il s'applique aux portions de cette route départementale situées hors de l'agglomération de la commune de Saint-Loubès ;

Sur la réglementation de la circulation en zone agglomérée :

Considérant, en premier lieu, que l'arrêté en date du 1^{er} janvier 2005 vise les articles du code général de collectivités territoriales et du code de la route dont il fait application ; qu'il mentionne que des dispositions sont à prendre « dans l'intérêt de la sécurité publique » dès lors que « le nombre important et croissant de poids lourds en simple transit qui (...) présente un danger réel et sérieux pour les autres usagers (écoliers, piétons, deux roues et véhicules légers) sur une chaussée peu adaptée à un tel volume de trafic » ; qu'ainsi, et eu égard à l'objet de cet arrêté, le moyen tiré du défaut de motivation de celui-ci ne peut qu'être écarté ;

Considérant, en deuxième lieu, que l'arrêté attaqué du 1^{er} janvier 2005, pris sur le fondement des pouvoirs de police que le maire tient des dispositions du code général des collectivités territoriales, interdit la circulation sur la route départementale 242 traversant la commune aux véhicules d'un poids total en charge supérieur à 7,5 tonnes ; que cet arrêté prévoit toutefois des exceptions en faveur des véhicules affectés au transport en commun, aux véhicules des services de secours, aux véhicules assurant la desserte locale et aux transports exceptionnels ; qu'ainsi, cette mesure ne présente pas le caractère d'une interdiction générale et absolue ;

Considérant, en troisième lieu, qu'il ressort des pièces du dossier que l'interdiction est justifiée par le souci de l'autorité municipale d'assurer, à l'intérieur de l'agglomération dont elle a la charge, la tranquillité publique et la sécurité de passage sur la route départementale 242 qui connaissait un trafic journalier important ; qu'ainsi, selon l'enquête réalisée sur une période de trois jours, entre le 25 janvier et le 1^{er} février 2005, et couvrant un total de treize heures, une moyenne horaire de 25 véhicules poids lourds a été relevée ; que, par ailleurs, cette voie est étroite et bordée de commerces et de services de proximité ; que cette mesure ne présente pas un caractère excessif pour les transporteurs concernés dès lors que ceux-ci ont la possibilité de contourner l'agglomération par l'autoroute A10 et la route nationale 89, sans que l'allongement du temps de trajet ainsi occasionné apparaisse excessif ; que, dès lors, la mesure contestée ne porte pas atteinte à l'égalité devant la loi ou devant les charges publiques non plus qu'à la liberté de circulation ;

Considérant, en quatrième lieu, qu'il résulte également de l'enquête menée, préalablement à l'édiction de cet arrêté, que plus de la moitié du trafic des poids lourds est constituée par le transit de ceux-ci par la commune de Saint-Loubès sans réels motifs professionnels d'arrêt ; que cette circonstance est, à elle seule, de nature à justifier l'interdiction de circulation des véhicules de plus de 7,5 tonnes ainsi que la clause dérogatoire ouverte aux cas de desserte locale applicable aux véhicules ayant leur point d'arrivée ou de départ situé sur le territoire communal alors que l'application d'une dérogation plus large aurait privé cette interdiction d'une large part de l'effet recherché ; qu'ainsi, l'arrêté ne revêt pas le caractère d'une interdiction disproportionnée aux regards des objectifs poursuivis ;

Considérant qu'il résulte de l'ensemble de ce qui précède que la société requérante n'est pas fondée à exciper de l'illégalité de l'arrêté du 1^{er} janvier 2005 en tant qu'il s'applique à la RD 242 située dans la partie agglomérée de la commune ;

Considérant qu'il suit de là que l'arrêté du 1^{er} janvier 2005 n'est illégal qu'en tant qu'il s'applique à la partie de la route départementale 242 située hors de l'agglomération de la commune de Saint-Loubès ; que par suite et sous cette réserve, la SOCIETE MORILLON CORVOL SUD OUEST est fondée à demander l'annulation de la décision implicite du maire de Saint-Loubès par laquelle celui-ci a refusé d'abroger son arrêté en date du 1^{er} janvier 2005 ;

Sur les conclusions à fin d'injonction :

Considérant qu'aux termes de l'article L.911-1 du code de justice administrative : « Lorsque sa décision implique nécessairement qu'une personne morale de droit public ou un organisme de droit privé chargé de la gestion d'un service public prenne une mesure d'exécution dans un sens déterminé, la juridiction, saisie de conclusions en ce sens, prescrit, par la même décision, cette mesure assortie, le cas échéant, d'un délai d'exécution » ;

Considérant que l'exécution du présent jugement, qui prononce l'annulation de la décision implicite de refus d'abrogation d'un arrêté partiellement illégal, implique nécessairement que le maire de la commune de Saint-Loubès statue à nouveau sur cette demande ; qu'il y a lieu d'enjoindre au maire de la commune de Saint-Loubès d'y procéder dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent jugement sans qu'il soit nécessaire d'assortir cette injonction d'une astreinte ;

Sur l'application de l'article L.761-1 du code de justice administrative :

Considérant que les dispositions de l'article L.761-1 du code de justice administrative font obstacle à ce que soit mise à la charge de la SOCIETE MORILLON CORVOL SUD OUEST, qui n'a pas la qualité de partie perdante dans cette instance, la somme que la commune de Saint-Loubès demande au titre des frais exposés ;

D E C I D E :

Article 1^{er} : La décision implicite de rejet résultant du silence gardé par le maire de Saint-Loubès sur la demande présentée par la SOCIETE MORILLON CORVOL SUD OUEST est annulée.

Article 2 : Il est enjoint au maire de la commune de Saint-Loubès de statuer à nouveau sur la demande d'abrogation de l'arrêté du 1^{er} janvier 2005 dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent jugement.

Article 3 : Le surplus des conclusions de la requête de la SOCIETE MORILLON CORVOL SUD OUEST est rejeté.

Article 4 : Les conclusions de la commune de Saint-Loubès tendant à la condamnation de la SOCIETE MORILLON CORVOL SUD OUEST au titre de l'article L.761-1 du code de justice administrative sont rejetées.

Article 5 : Le présent jugement sera notifié à la SOCIETE MORILLON CORVOL SUD OUEST et à la Commune de Saint-Loubès. Copie en sera délivrée au préfet de la Gironde et au président du conseil général de la Gironde.

Délibéré après l'audience du 23 juin 2008, à laquelle siégeaient :

M. Pac, président,
M. Watrin, premier conseiller,
M. Gilles, conseiller,

Lu en audience publique le 1^{er} juillet 2008.

Le rapporteur,

Le président,

D. Gilles

H. PAC

Le greffier,

J. P. MIADONNET

La République mande et ordonne au préfet de la Gironde en ce qui le concerne ou à tous huissiers de justice à ce requis en ce qui concerne les voies de droit commun, contre les parties privées, de pourvoir à l'exécution de la présente décision.

Pour expédition conforme
Le greffier



INSTALLER UNE CIRCULATION APAIÉE À SAINT-LOUBÈS

Nous mobiliserons un **budget dédié aux déplacements doux** (vélos, marche, poussette etc.) et aux équipements type parkings vélos sécurisés. Pour cela, **une enveloppe de 30€ /habitant/an sera ouverte, soit une capacité de 1,8 millions € sur les 6 ans de mandat.**

Elle pourra être complétée de façon importante, par le Département notamment.

Nous établirons un **schéma d'itinéraires** pour **desservir les lieux de vie** de notre commune : écoles et collège, gare, équipements sportifs, crèche, mairie, médiathèque et école de musique, piscine et bureau de poste.

Puis, nous procéderons rapidement par phases pour **mailler les différents quartiers** à ce secteur central : Cavernes, le Truch, L'Estrille, L'Oustalot, Gary etc.

En parallèle, nous **aménagerons et sécuriserons les cheminements piétons**, par la construction de trottoirs où cela est nécessaire.

Nous appliquerons les **interdictions de circulation aux poids lourds de plus de 7,5t** qui ne sont pas en desserte locale (réduction des deux tiers) et ceci, sur tout le territoire de Saint-Loubès, pas seulement le centre ville.



AGIR AU NIVEAU DE LA COMMUNAUTÉ DES COMMUNES

La **communauté des communes (CDC)** du secteur de Saint-Loubès réunit **6 communes** : Beychac et Caillau, Montussan, Saint-Loubès, Saint Sulpice et Cameyrac, Sainte Eulalie, Yvrac. **Elles gèrent en commun un certain nombre de compétences.**

Les compétences obligatoires de la CDC sont notamment :

- > la **gestion des déchets**
- > la question **hydraulique**
- > les aires d'**accueil des gens du voyage**

Les compétences facultatives de la CDC sont :

- > les **voiries** d'intérêts communautaires
- > l'**assainissement**
- > les **logements d'urgence** via le CIAS
- > les **équipements sportifs d'intérêt communautaire**
- > l'instruction des **dossiers d'urbanisme**
- > la **plateforme des services publics**

Les futurs conseillers communautaires seront élus lors de la même élection que les élus municipaux, et pour la même durée de mandat de 6 ans.

Sept élus représenteront Saint-Loubès au Conseil Communautaire.

L'échelon intercommunal est très important, ainsi nous souhaiterions y porter :

- > La question de la **délinquance**, en créant un **CISPD**,
- > L'accès à la **culture pour tous** les habitants de la CDC, comme pour LIS TES RATURES,
- > Les questions d'**éducation/jeunesse**, qui avec le plus gros collège de Gironde, doivent être réfléchies ensemble et soutenues comme le fut au démarrage le séjour ski intercommunal,
- > La question des **transports** avec la création d'une **autorité organisatrice de la mobilité**,
- > La **mutualisation** de certains moyens, un temps étudiée puis abandonnée.

Notre objectif principal sera la mise en place d'actions concrètes de lutte contre le dérèglement climatique dans le cadre d'un **Plan Climat Air Énergie Territorial (PCAET)**.

SAINT-LOUBÈS ENSEMBLE : 1 CHOIX DÉCISIF

30 MESURES CONCRÈTES DÈS 2020 !

VOTEZ
POUR
VOUS !

Nos premiers engagements pour inventer le Saint-Loubès de demain

DÉMOCRATIE ET TRANSPARENCE

- 1/ Initier les **comités de quartier** et identifier les habitants volontaires.
- 2/ Créer un véritable service communication qui assure une **information permanente** et accessible.
- 3/ Donner de la visibilité à l'action des élus, des entreprises et des associations via un **site Internet modernisé**.

SOCIAL ET SOLIDARITÉ

- 4/ Ouvrir un guichet dédié **aux urgences sociales** et aux besoins de solidarité et d'entraide.
- 5/ Initier un réseau de **santé et de prévention**.

ALIMENTATION

- 6/ Intégrer au moins **30% de produits biologiques** à la cuisine centrale et améliorer l'équilibre des menus.
- 7/ Favoriser la relation entre consommateurs et producteurs locaux en **circuits courts** (soutien des marchés, vente directe, associations ...).
- 8/ Lancer la création d'une **ferme en régie municipale**.

MOBILITÉS DOUCES

- 9/ Expérimenter les **kiosques de dépose** des enfants.
- 10/ Aménager des **passages piétons** sécurisés autour du collège.
- 11/ Mettre en place des **stationnements sécurisés** pour les vélos et aménager immédiatement le 1er circuit de **pistes cyclables centre-ville/collège**.

ÉDUCATION

- 12/ Lancer une concertation sur l'organisation du **périscolaire/parascolaire** et sur la pause du midi des écoliers, et tester des activités.
- 13/ Garantir une **réelle écoute** par la mairie des écoles et des associations de parents d'élèves.

CULTURE

- 14/ Lancer le recrutement d'un **e responsable culturel expérimenté**.
- 15/ Valoriser le patrimoine en remettant en état le **circuit des Lavoirs** et en identifiant un autre circuit de promenade.
- 16/ Favoriser l'accès aux loisirs et à la culture grâce aux **outils numériques**.

SÉCURITÉ - VIVRE ENSEMBLE

- 17/ **Poids-lourds** : informer de l'**interdiction des +7,5t** dès la sortie des autoroutes, **effectuer des contrôles fréquents** et installer un **radar pédagogique** avenue Pasteur.
- 18/ Former un **Agent de Surveillance de la Voie Publique (ASVP)** et **recruter un policier municipal**.
- 19/ Former des médiateurs pour **améliorer le vivre-ensemble** dans les quartiers.
- 20/ Proposer un **jour par mois sans voiture** dans le centre-ville avec des animations.

COMMERCE - ENTREPRISES - EMPLOI

- 21/ Mettre à disposition des **supports de communication gratuits** pour les entreprises et les commerçants.
- 22/ Créer le comité de pilotage d'un futur **Territoire Zéro Chômeur Longue Durée**.

ÉNERGIES

- 23/ Actualiser l'audit des **bâtiments publics** et définir un plan d'**économies**.
- 24/ Tester un **éclairage public efficace et économe** *avenue des Anglais* *chemin*.

URBANISME

- 25/ **Nouvelle école** : étudier les **bâtiments existants disponibles** et l'implantation dans d'autres quartiers que le centre ville.
- 26/ **S'opposer au projet de plateforme logistique** sur le territoire de Cavernes via l'enquête publique.
- 27/ Organiser une réunion publique sur le **plan local d'urbanisme**.

CADRE DE VIE

- 28/ Établir un **bilan concerté de la nouvelle collecte des déchets** et mettre en place un plan d'action.
- 29/ Planter **1 000 arbres** sur la commune.
- 30/ Planifier l'**accessibilité des bâtiments communaux et de l'espace public** aux Personnes à Mobilité Réduite (poussettes, fauteuils roulants...).

RETROUVEZ LE DÉTAIL DES MESURES
SUR NOTRE SITE INTERNET

>>>>>> www.saintloubesensemble.fr



REPENSER LA PAUSE DU MIDI DE NOS ENFANTS

Nous souhaitons, en concertation avec tous les professionnels, **faire de la pause du midi un véritable temps éducatif** pour les enfants des écoles. Notre objectif est triple :

1. proposer une alimentation biologique, moins carnée, locale et équilibrée,
2. développer le vivre ensemble, le respect de l'autre, l'éco-citoyenneté,
3. proposer des activités en lien avec les besoins des enfants et les attentes des familles.

Ce temps méridien sera pensé et organisé **avec l'ensemble des partenaires éducatifs** volontaires. Il s'inscrit dans un **projet éducatif global**.

Concernant le projet de la nouvelle école, et sans oublier l'indispensable rénovation des bâtiments scolaires existants, nous **poursuivrons la réflexion actuelle en associant l'ensemble des acteurs** concernés tout au long du processus, ceci afin de **prendre en compte les besoins réels et surtout s'appuyer sur l'expertise collective**.

DEVENIR TERRITOIRE ZÉRO CHÔMEUR LONGUE DURÉE

C'est un territoire sur lequel l'objectif est **d'éradiquer le chômage de longue durée** (plus d'un an).

Y sont créées des **entreprises à but d'emploi**, dont l'objet est d'offrir à toute personne privée durablement d'emploi, et qui le souhaite, un emploi en CDI, au SMIC, à temps choisi, adapté à ses compétences.

Ce dispositif est **cofinancé aux 2/3 par un fonds de l'État** (transfert des coûts liés au chômage) et **pour 1/3 par les revenus d'activité de l'entreprise à but d'emploi**.

Pour quelles activités ?

Des travaux et activités utiles mais pas assez rentables pour l'économie marchande : **services à la personne, friperie, ressourcerie, services aux associations, conciergerie, etc.**

Pourquoi cela nous tient à coeur ?

Car cela permet de répondre à des besoins non satisfaits sur un territoire, de **favoriser l'économie circulaire, les circuits courts, de créer du lien social** sur un territoire plus solidaire.



contact@saintloubesensemble.fr



saintloubes_ensemble



Saint-Loubes ensemble

Saint-Loubès Ensemble est une liste citoyenne candidate pour les élections municipales 2020 des 15 et 22 mars prochains.

Nous sommes une **équipe jeune et engagée** autour d'un projet qui permettra de relever les défis d'aujourd'hui et de demain.

Notre collectif soudé a **travaillé avec sérieux tous les thèmes qui touchent à notre territoire**.

Grâce à la diversité de ses candidats, Saint-Loubès Ensemble apporte des **propositions concrètes** qui répondent aux attentes que vous avez exprimées.

Déjà investis dans la vie de la commune, nous travaillons concrètement à développer les transitions depuis maintenant 4 ans sur Saint-Loubès, et plus longtemps encore à titre individuel !

Retrouvez ci-dessous le détail de **7 propositions phares**.



DÉMOCRATIE : MOBILISER LES HABITANTS

La **démocratie impliquante**, c'est une nouvelle façon de gérer un territoire, **ENSEMBLE**.

Le mode de gouvernance actuel est un **système pyramidal**, avec peu d'écoute des citoyens et des agents municipaux.

Notre ambition est de travailler davantage en **consultation et en concertation**, tout en **garantissant une information transparente**.

C'est un vrai changement de méthode qui demandera la formation et l'implication de tous les acteurs, pour :

- > Assurer une **information permanente**,
- > Proposer des **comités de quartier**,
- > Consacrer 5% du budget d'investissement à des **budgets participatifs**,
- > Créer des **Groupes Action-Projet (GAP)** pour co-construire les projets majeurs (école, PLU, aménagement centre-ville) et impliquer tous les acteurs.

Une fois élus, nous proposerons la création d'un **Comité de Vigilance Indépendant**.

Il sera chargé de surveiller **notre cohérence** et **notre éthique** dans la gestion de la commune, mais aussi l'application de ces principes de la démocratie impliquante.

AMÉLIORER LA PRÉVENTION ET LA SÉCURITÉ EN ORGANISANT AUTREMENT LA POLICE MUNICIPALE

Nous souhaitons libérer la Police Municipale de tâches chronophages hors de leur cœur de métier :

- > Sécurité des **enfants** devant les écoles : transférable à un agent municipal,
- > Activités de **coursier** : transférables à un agent,
- > Tâches de **secrétariat** : transférables,
- > Gestion des concessions du **cimetière** : transférable à un secrétariat.

Des Agents de Surveillance de la Voie Publique (ASVP) pourront être formés rapidement pour soutenir nos policiers municipaux et commencer à renforcer l'équipe.

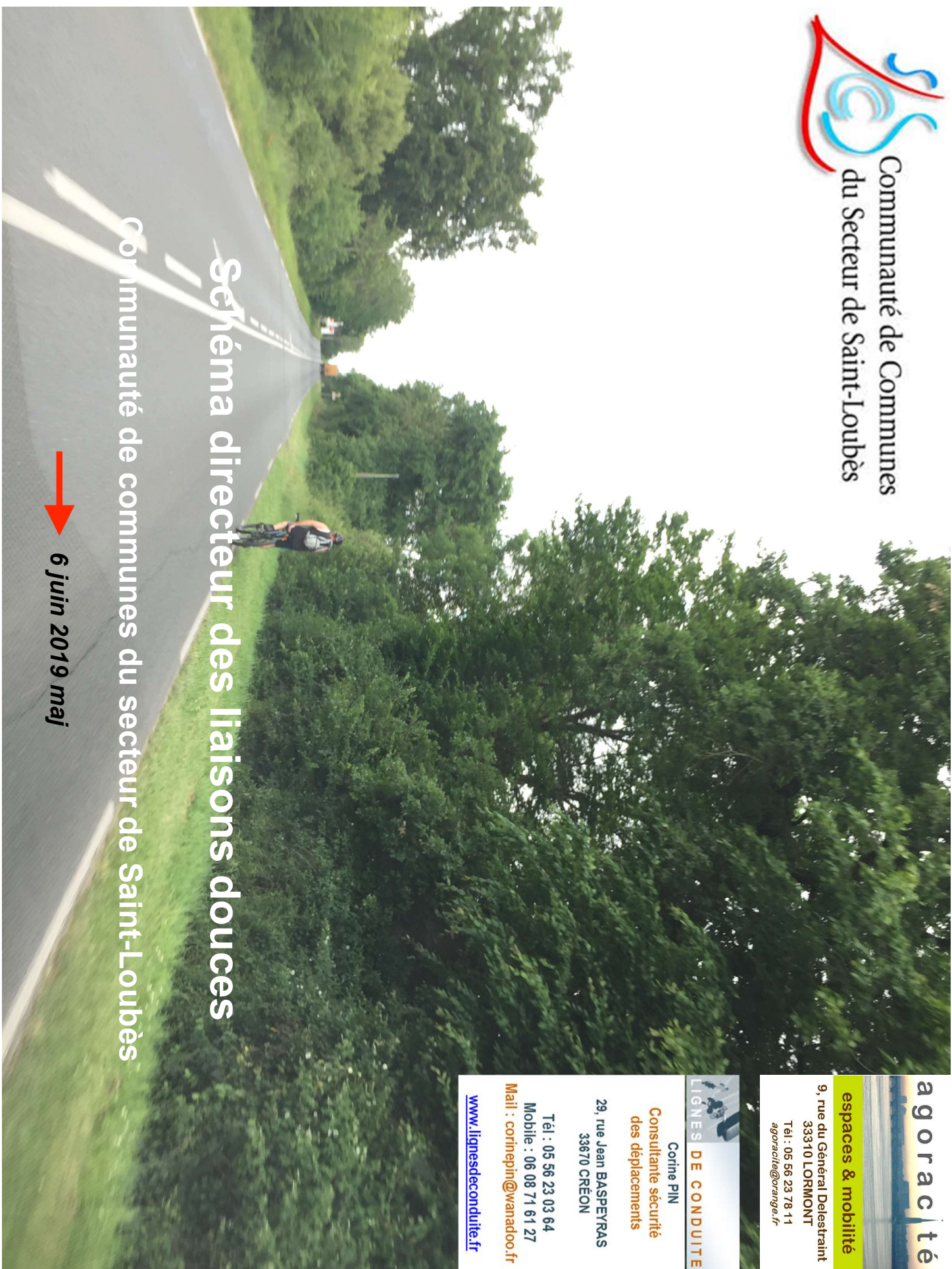
Nous développerons des activités grâce au temps libéré :

- > Contrôle de **vitesse**,
- > Contrôle des **camions** dans la zone interdite aux plus de 7,5t,
- > Contrôle du stationnement,
- > **Respect** des sens interdits,
- > Rondes le **soir** et le **week-end**,
- > **Numéro** unique d'appel d'urgence,
- > **Participation citoyenne** : recrutement de citoyen.ne.s volontaires,
- > Gestion des **incivilités** notamment aux abords des écoles, du collège.





Communauté de Communes
du Secteur de Saint-Loubès



→ 6 juin 2019 maj

agorac|té

espaces & mobilité

9, rue du Général Delestraint
33310 LORMONT
Tél : 05 56 23 78 11
agoracite@orange.fr

LIGNES DE CONDUITE

Corine PIN

Consultante sécurité
des déplacements

29, rue Jean BASPEYRAS
33670 CRÉON

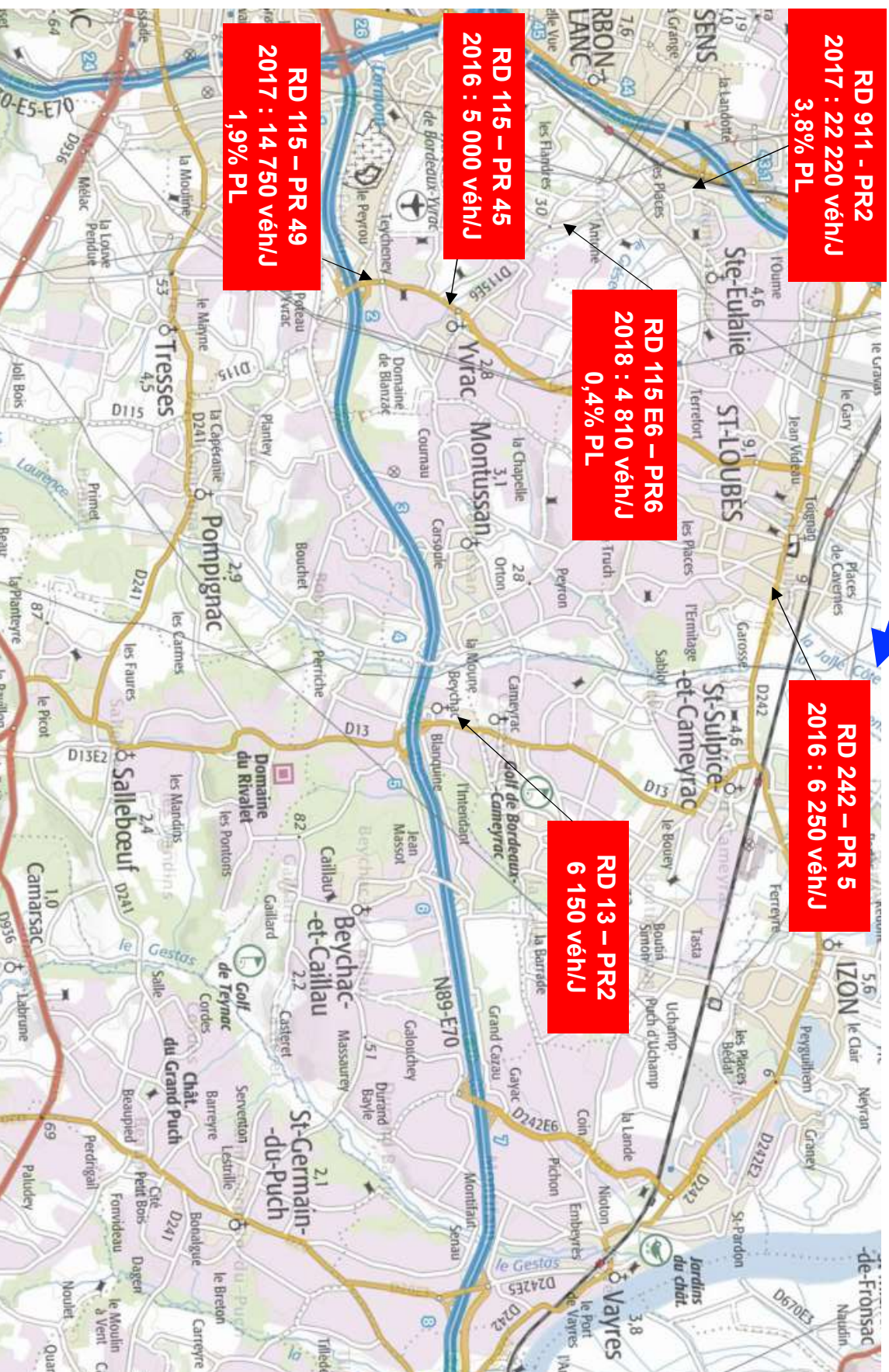
Tél : 05 56 23 03 64

Mobile : 06 08 71 61 27

Mail : corinepin@wanadoo.fr

www.lignesdeconduite.fr

Le réseau routier départemental



SAINT LOUBÈS

Schéma modes actifs et modération de la vitesse



→ 30 Août 2022



espaces & mobilité

Seul au capital de 8 000 euros

Accessibilité - Mobilité active

21 avenue des Mondaulis
33270 FLOIRAC

Mobile : 06 08 71 61 27
Tél : 05 56 09 70 24

Mail : agoracite@orange.fr
Site internet : www.agoracite.fr



LIGNES DE CONDUITE

Sécurité des déplacements

21 avenue des Mondaulis
33270 FLOIRAC

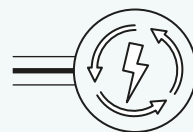
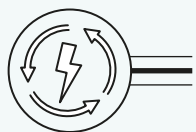
Mobile : 06 08 71 61 27
Tél : 05 56 09 70 24

Mail : pin.cordine@orange.fr
Site internet : www.lignesdeconduite.fr



Dauphin





Aménagements routiers en concertation

Suite aux concertations menées avec les riverains de l'avenue de Cajus, du chemin du Gary et du secteur Prieuré / Acacias / Comet, nous allons continuer à solliciter votre participation aux futurs projets d'aménagement de vos quartiers.

Sur les propositions du bureau d'étude en charge du diagnostic sur la traversée d'agglomération, nous avons demandé au maître d'œuvre voirie d'étudier les aménagements suivants pour lesquels nous solliciterons vos avis :

- L'avenue du port de Cavernes
- Le carrefour Brions / 19 mars 1962 / RD 242
- Le carrefour H. Bertrand / E. Foucré / RD 242
- L'avenue du Régat
- Le chemin de Nice

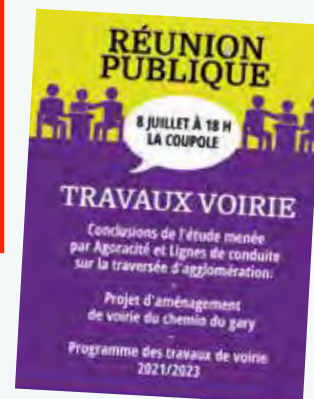
En complément de ces projets, nous poursuivons notre objectif de relier un maximum de quartiers aux équipements scolaires et sportifs par des modes de déplacement doux. Nos agents portent une attention quotidienne à l'entretien et à la mise en sécurité de nos routes et nous mettrons en place très prochainement un dispositif de signalement pour améliorer l'efficacité et la réactivité de nos services.



Apaiser la circulation ? Rendez-vous le 8 juillet 18h !

Nous avons confié en fin d'année une mission d'étude de traversée d'agglomération et de modération de la vitesse aux bureaux d'études Agoracité et Lignes de conduite. Ce diagnostic de sécurité (relevés de trafic, de vitesse, de comportement), a pour objectif de faire des propositions d'aménagement visant à sécuriser la traversée d'agglomération et les secteurs dangereux de la commune.

Ces propositions, débattues en commission « transport et mobilité » le 17 juin, vous seront présentées lors d'une **réunion publique le jeudi 8 juillet à 18h à la Coupole**. Elles feront l'objet d'un plan pluriannuel de travaux en collaboration avec le conseil départemental.



Cette réunion sera aussi l'occasion de présenter les **travaux d'aménagement du chemin du Gary dont le démarrage est prévu à l'automne 2021**. Ce projet, soumis à la concertation des riverains depuis ce début d'année, a été amendé par vos propositions et prévoit désormais l'enfouissement total des réseaux électriques et téléphoniques, un éclairage public adapté, une voie verte ainsi que des aménagements de sécurité et de ralentissement.

Refonte des trajets des bus scolaires

En février, un groupe de travail a réuni agents, élus, prestataires et représentants de la région pour aborder la modification des trajets des bus scolaires. Refonte nécessaire pour remédier à plusieurs problèmes rencontrés dans ce service à la population, tels que le nombre d'enfants par bus, les retards à l'entrée en classe et la difficulté de circulation.



Après prise en compte des avis des conducteurs et cartographie des élèves inscrits au ramassage scolaire, Christine Jeandreau et Jérôme Ricard ont travaillé à l'optimisation de 5 lignes. **Ces nouveaux trajets sont soumis aux services de la Région et à la société de transport scolaire pour validation et seront mis en place dès la rentrée prochaine.**

L'objectif est d'éviter aux bus d'emprunter des secteurs difficilement accessibles comme le bas de la rue du stade, ou le carrefour du Suisse, de rééquilibrer le nombre d'enfants par bus et les temps de trajet.

Les lieux de prise en charge des accompagnatrices seront également modifiés pour faciliter leurs déplacements. **Prochaine étape : matérialiser et sécuriser les arrêts afin d'améliorer la visibilité.**

Rénover les 4 écoles, en commençant par l'Île Bleue !

Le budget 2021 adopté début avril intègre plusieurs projets liés à la transition écologique et énergétique. Braquons les projecteurs sur ces investissements !

Le projet de nouvelle école est détaillé par ailleurs dans ce bulletin, il permettra de construire un nouvel ensemble scolaire plus que nécessaire pour nos enfants.

Mais **chaque écolier de Saint-Loubès doit être considéré avec la même attention** : nous avons donc décidé de rénover les 4 écoles existantes sur la durée du mandat. Cette rénovation comportera une dimension énergétique, mais pas seulement : l'état de plusieurs bâtiments scolaires nécessite une rénovation « tout court », à commencer par l'Île Bleue, qui sera la première à en bénéficier.

Basé sur des **audits énergétiques détaillés**, le programme priorise des travaux à réaliser en fonction de leurs coûts et de leurs impacts sur la consommation des bâtiments. Nous étudions également des scénarii au regard des obligations liées à ce que l'on appelle le « décret tertiaire », qui impose à toute collectivité de remplir des **objectifs de réduction des consommations énergétiques** sur les bâtiments publics d'ici 2030 (-40 %), 2040 (-50 %) et 2050 (-60 %).

Enfin, notons que ces projets seront menés en lien avec les utilisateurs des bâtiments : enseignant(e)s, personnel municipal et représentants des parents de notre commune.



LE XVIII^e SIECLE : Les moulins

Si la vigne est une culture ancienne à Saint-Loubès, on aimerait cependant connaître les surfaces emblavées, qui doivent être sans nul doute bien plus importantes. La preuve en est qu'en ce début de siècle, la paroisse ne compte pas moins de quatre moulins à eau et sept moulins à vent (87).



MOULINS à EAU

- 1 – Taillefer
- 2 – Garosse
- 3 – Petit Moulin
- 4 – Canteranne
- 5 – Bayle

MOULINS à VENT

- 6 – Belair
- 7 – Pebran
- 8 – Raganos
- 9 – Labatut
- 10 – Chelivette
- 11 – Rouge
- 12 – Renard

Pour les premiers, nous trouvons :

— En remontant la Laurence : le moulin de Taillefer et celui de Garosse; sur son affluent le Courneau : le Petit-Moulin dit aussi de Montsec. Ces trois moulins relèvent de la maison-noble de Reignac et sont inféodés depuis le Moyen Age. (PC 490-C, 847-D, 618-D). (Il est intéressant de noter que l'énergie d'un ruisseau important comme celui de la Laurence a été utilisée à plein car, en amont du confluent avec le Courneau sur 2 km à peine, on trouve également le moulin de Bourgoing et le moulin d'Andrault).

— Alimenté par le ruisseau de Charlot, nous trouvons près du bourg le moulin de Canterane dont il ne reste plus de nos jours que quelques pans de murs. Ruiné au début du XVII^e siècle, il a dû être remis en état car, par la suite, il est inféodé par les bénédictins, dont il relève, à la maison-noble de Toignan, la redevance annuelle étant de sept boisseaux de blé, cinq sols et une paire de chapons (PC N^o 1002 et 1084-E).

— Enfin, le moulin du Bayle, appelé aussi de Baille et, à partir de 1746, la Mouline, est alimenté par les eaux du petit ruisseau de la Moulinotte. C'est un fief de la maison-noble de Malleret. Il est de nos jours entièrement détruit et si son emplacement se retrouve, il y faut beaucoup d'imagination (PC N^o 605 et 606-A).

Sur les sept moulins à vent, deux sont encore debout de nos jours et l'un ne subsiste qu'à moitié. Ce sont :

— Le moulin de Belair, appelé également moulin de Claverie (PC N^o 657-A) placé en bordure de la terrasse au nord de la Lande de Lescart (ou de la Grave), il s'élève en un lieu bien ventilé. En 1743, il appartient à la famille Coiffard. Il est affermé 250 livres par an.

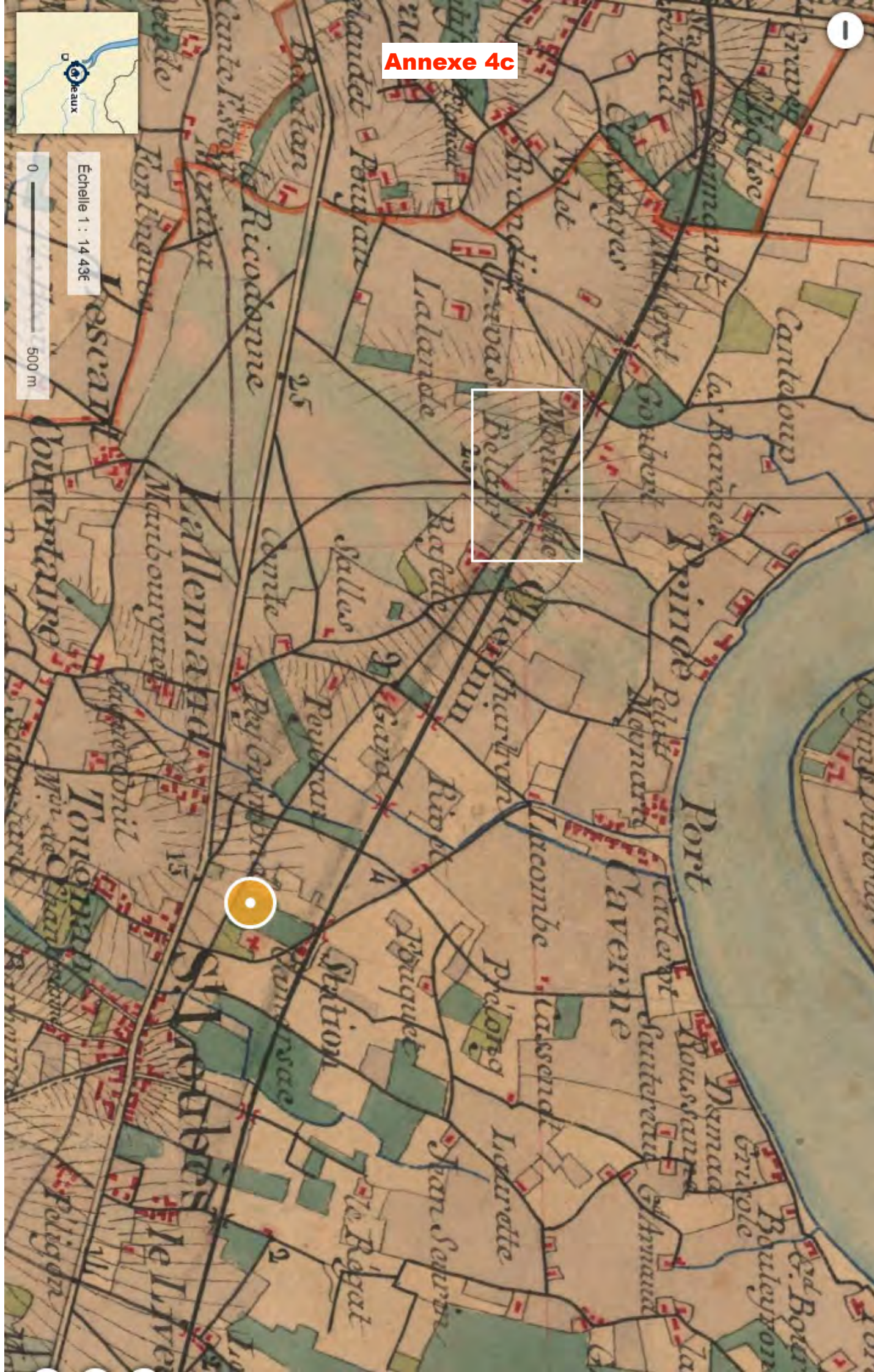
— Le moulin de Pébran (PC N^o 298-C), fort bien placé lui aussi, s'élève sur un petit tertre artificiel. En 1778, il sera affermé par Jean Perdrigat 174 livres annuellement, à la charge de l'entretien du câble pour tirer au vent, et de donner trois paires de chapons à la Noël et huit paires de poulets à la Pentecôte.

Annexe 4c



Échelle 1 : 14 436

0 500 m





Annexe 4e





Arrêt du projet de révision du PLU CM du 10 octobre 2024

TYPLOGIE DES ZONES

Zones « *urbaines* » dites U – (déjà urbanisées)

UA : hyper centre / UB : habitat dense / UC : habitat peu dense / UD : hameaux /
UE : équipements publics / UY : zone industrielle.

Zones « *à urbaniser* » dites AU –

Les zones ouvertes à l'urbanisation

1AU : habitat / 1AUY zone industrielle

Zones « *naturelles* » dites N

Zones « *agricoles et forestières* » dites A



Nuisances constructions nouvelles en zone U



En zones UA, UB, UC :

L'artisanat, locaux techniques et industriels des administrations sont autorisées sous réserve **de ne pas entraîner de nuisances pour le voisinage.**

Les ICPE sont autorisées sous réserve **d'éviter les pollutions , nuisances et dangers.**



Annexe 6

30 mesures

Des engagements tenus pour ces 6 premiers mois



Réalisé



En cours



Retardé

Les candidats aux comités de quartier ont été réunis et ont suggéré des idées d'actions



DÉMOCRATIE ET TRANSPARENCE

1/ Initier les **comités de quartier** et identifier les habitants volontaires.

2/ Créer un véritable service communication qui assure une **information permanente** et accessible.

3/ Donner de la visibilité à l'action des élus, des entreprises et des associations via un **site Internet modernisé**.

Recrutement d'une chargée de communication, actualisation des informations plusieurs fois par semaine



Conseils municipaux en Facebook Live. Mise à jour des contenus relatifs aux entreprises et aux assos. La modernisation devra attendre une refonte globale !



SOCIAL ET SOLIDARITÉ

4/ Ouvrir un guichet dédié **aux urgences sociales** et aux besoins de solidarité et d'entraide.

5/ Initier un réseau de **santé et de prévention**.

Une permanence pour les besoins sociaux en mairie et un numéro d'astreinte a été diffusé aux aînés



Le réseau a été créé, un centre de tests Covid-19 mis en place au complexe les mardis et vendredis de 14h à 17h



ALIMENTATION

6/ Intégrer au moins **30% de produits biologiques** à la cuisine centrale et améliorer l'équilibre des menus.

7/ Favoriser la relation entre consommateurs et producteurs locaux en **circuits courts** (soutien des marchés, vente directe, associations ...).

8/ Lancer la création d'une **ferme en régie municipale**.

Bio = 32% sur 2020
40,8% sur sept./déc.
Mise en place d'un menu alternatif végétarien quotidien



1^{er} marché des producteurs locaux le 19/12



Impossible en contexte Covid, expérimentation repoussée



MOBILITÉS DOUCES

9/ Expérimenter les **kiosques de dépose** des enfants.

10/ Aménager des **passages piétons** sécurisés autour du collège.

11/ Mettre en place des **stationnements sécurisés** pour les vélos et aménager immédiatement le 1^{er} circuit de **pistes cyclables centre-ville/collège**.

Identification du terrain et chiffrage par les domaines, planification des études de faisabilité.



Commande d'un abri vélos pour la gare. Mise en place des contresens cyclables



Devis validé en CDC travaux en mars 2021



Participation de tous les acteurs à la mise en place des actions et projets autour de l'enfant



ÉDUCATION

12/ Lancer une concertation sur l'organisation du **périscolaire/parascolaire** et sur la pause du midi des écoliers, et tester des activités.

13/ Garantir une **réelle écoute** par la mairie des écoles et des associations de parents d'élèves.

Un important travail de réorganisation au sein des services concernés a été réalisé, mais la concertation n'a pas encore démarré.



Recrutement de la nouvelle directrice de l'action culturelle et de la coupole

CULTURE

14/ Lancer le recrutement d'une **responsable culturelle expérimentée**.

15/ Valoriser le patrimoine en remettant en état le **circuit des Lavoirs** et en identifiant un autre circuit de promenade.

Danse et musique en visio. Équipement d'un espace numérique à la médiathèque

16/ Favoriser l'accès aux loisirs et à la culture grâce aux **outils numériques**.

Panneaux de signalétiques en cours de conception

SÉCURITÉ - VIVRE ENSEMBLE

17/ Poids-lourds : informer de l'**interdiction des +7,5t** dès la sortie des autoroutes, effectuer des contrôles fréquents et installer un **radar pédagogique** avenue Pasteur.

L'ASVP a été recruté, le poste de policier municipal va être lancé

18/ Former un **Agent de Surveillance de la Voie Publique (ASVP)** et recruter un **policier municipal**.

19/ Former des médiateurs pour **améliorer le vivre-ensemble** dans les quartiers.

Travail sur les animations locales avec les associations

20/ Proposer un **jour par mois sans voiture** dans le centre-ville avec des animations.

Radars pédagogiques en place. Négociation en cours avec le Département pour les panneaux

Plusieurs dossiers ont été initiés par le médiateur

COMMERCE - ENTREPRISES - EMPLOI

21/ Mettre à disposition des **supports de communication gratuits** pour les entreprises et les commerçants.

Comité de pilotage non créé

22/ Créer le comité de pilotage d'un futur **Territoire Zéro Chômeur Longue Durée**.

Création et diffusion sur le site d'une liste des commerçants loubésiens avec coordonnées et horaires

ÉNERGIES

23/ Actualiser l'audit des **bâtiments publics** et définir un plan d'**économies**.

Eclairage commandé chemin des Anglais

24/ Tester un **éclairage public efficace et économe** avenue des Anglais.

Audits énergétiques et consommation d'eau des bâtiments publics

URBANISME

25/ Nouvelle école : étudier les **bâtiments existants disponibles** et l'implantation dans d'autres quartiers que le centre ville.

L'enquête publique n'a pas eu lieu. Report de la promesse de vente du terrain municipal

26/ S'opposer au projet de **plateforme logistique** sur le territoire de Cavernes via l'enquête publique

Le groupe de travail a validé l'étude du château Modery parmi toutes les options possibles

27/ Organiser une réunion publique sur le **plan local d'urbanisme**.

Réunion publique le 3/10

Présence du SEMOCTOM tout l'été pour accompagner les particuliers. Bilan réalisé, mise en place des bornes de biodéchets et travail avec des bailleurs sociaux.

CADRE DE VIE

28/ Établir un **bilan concerté de la nouvelle collecte des déchets** et mettre en place un plan d'action.

29/ Planter **1 000 arbres** sur la commune.

Planification de l'accessibilité. Réalisation de la rampe de l'église

30/ Planifier l'**accessibilité des bâtiments communaux et de l'espace public** aux Personnes à Mobilité Réduite (poussettes, fauteuils roulants...).

Aménagement de 3 espaces de vivre-ensemble dont une micro-forêt

2^e orientation politique : soutenir la dynamique économique territoriale

L'économie loubésienne apparaît diversifiée et dynamique. Elle est notamment représentée par la Zone d'Activité (englobant zones industrielles, zones artisanale et micro-zone commerciale) par un ensemble de services et de commerces présents en centre-bourg, par une offre touristique en développement et enfin par un territoire au sein duquel la viticulture, l'agriculture et l'élevage occupent une place historique.

Concernant la Zone d'Activité, il est à noter qu'une zone industrielle est présente à SAINT-LOUBES depuis plus d'un siècle, et ce pour différentes raisons : la proximité de Bordeaux tout d'abord (et la difficulté d'y développer certaines industries), la proximité de grandes infrastructures de transport ensuite et enfin l'importance démographique de la commune (incluant une importante main d'œuvre disponible). La zone industrielle d'autrefois a évolué, elle s'est diversifiée au profit d'un secteur artisanal et d'un moindre secteur commercial.

L'ensemble des raisons qui ont suscité l'émergence de la zone industrielle d'origine apparaissent toujours d'actualité. Elles motivent le confortement et l'extension de la Zone d'Activité actuelle, a fortiori :

- dans un contexte d'attractivité globale de la métropole bordelaise,
- au regard du rôle que tient SAINT-LOUBES vis-à-vis du trafic de poids lourds à l'échelle de la Métropole (en constituant une zone de répartition, la commune limite le nombre de poids lourds qui arrivent du nord sur la rocade).

Parallèlement, au vu du cadre législatif, l'extension de la Zone d'Activité doit être conçue en lien avec les capacités de développement encore existantes dans la Zone d'Activité actuelle. Elle doit également être envisagée en lien avec d'autres enjeux, liés au fonctionnement global de la commune, ainsi qu'aux intérêts environnementaux et paysagers.

Les politiques d'urbanisme

Optimiser les capacités de la Zone d'Activité actuelle

- **Inciter à la mutualisation des aires de stationnement.**
- **Urbaniser en priorité les emprises libres**, tout en préservant des secteurs de développement pour les activités en présence ayant des projets d'extension.

Créer de nouvelles opportunités dans la Zone d'Activité

- **Déterminer les secteurs d'extension de la Zone d'Activité :**
 - > définir des emprises justes, les plus économes en espace possibles et proportionnelles aux besoins identifiés,
 - > prendre en considération les différentes fonctions de la Zone d'Activité actuelle, les composantes urbaines et naturelles environnantes, ainsi que le fonctionnement global de la commune (notamment les flux) afin de localiser au mieux les secteurs d'extension,



Mairie de Saint Loubès

Annexe 8

21 novembre 2022 · 🌐



📢 ⚠️ ROUTE COUPÉE DES SUITES D'UN ACCIDENT ⚠️ 📢

Suite à l'accident survenu ce matin, Chemin de Reignac.

Nous vous informons que ce chemin est bloqué, entre le Chemin de Lafont et La rue du Truch et ce pour une durée indéterminée.

Nous remercions les pompiers, les gendarmes, les agents municipaux, la police municipale, ENEDIS et la société concernée qui sont sur place afin de mettre tout en œuvre pour libérer la rue le plus rapidement possible.

Nous comptons sur votre compréhension.



🤔 👍 🙄 48

55 ➡

👍 J'aime

💬 Commenter



Mairie de Saint Loubès a limité qui peut commenter cette publication.

deux activités portuaires. Cette cohabitation s'est elle faite sans problèmes particuliers ou peut-on parler de rapports conflictuels ?

B) Les rapports entretenus entre les deux sites (le port traditionnel et le port industriel.

1. Les effets de la raffinerie sur le port de Cavernes.

• La sécurité et la pollution du site.

Avec l'implantation de la raffinerie, Cavernes et ses alentours deviennent une zone à risque (51 habitations ou emplacements sont situés à moins de 500 mètres de la raffinerie). Tout le quartier de Cavernes est sous la menace d'un accident majeur malgré les précautions prises pour éviter la catastrophe. Le 14 mars 1897, M. Hector Ducamp, maire de Saint-Loubès, lors d'une délibération du conseil municipal, rappelle que *l'installation de la raffinerie de pétrole dans le voisinage de l'agglomération de Cavernes a exposé et expose encore plus que jamais les habitants de ce village à des risques permanents d'incendie provoqués par l'explosion d'énormes réservoirs de pétrole*¹⁹. Les grands réservoirs sont entourés de talus de terre, des tas de sables et des pompes à incendie sont mis en place pour tenter de répondre à un éventuel problème, de grands paratonnerres sont installés loin des réservoirs, etc.

Malgré ces mesures, la sécurité n'est pas assurée au maximum à cause notamment de la négligence des responsables de l'usine. Le 2 janvier 1894, un rapport du conseil d'hygiène²⁰ constate un agrandissement non autorisé de la raffinerie avec la présence de 2 réservoirs supplémentaires de 2 millions de litres chacun ! De plus, le rapport signale que les *eaux résiduaires*, non traitées, rendent le poisson immangeable et polluent les puits. La raffinerie effectue donc des travaux de mise aux normes et elle s'engage à *neutraliser et clarifier les eaux résiduaires*. Les problèmes de pollution et de dégradation sont assez fréquents puisque le 24 mai 1936, un rapport de la gendarmerie signale une fuite d'environ 500 litres de produits pétrolifères dans la Dordogne²¹. La société Deutsch reconnaît l'accident causé par la rupture d'un serpentin de réchauffage. On peut aussi signaler la plainte portée le 10 juin 1936 signalant un empoisonnement de poissons et la plainte portée le 29 octobre 1936 signalant la présence de résidus pétrolifères dans la Dordogne²².

• La contribution de la raffinerie au développement de Cavernes.

La raffinerie n'a pas apporté que des soucis à la commune de Saint-Loubès. La majorité des salariés de l'usine sont originaires de Saint-Loubès. En 1899, il y avait 59 ouvriers, 20 ouvrières, 2 garçons et 1 fille de moins de 18 ans. Seul l'encadrement est assuré par des spécialistes, qui n'étaient sans doute pas originaires de la commune. La consommation du pétrole étant plus importante

19- Archives départementales de la Gironde, série SP 2467, 14 mars 1897.

20- Archives départementales de la Gironde, série 5 M 502, 2 janvier 1894.

21- Archives départementales de la Gironde, série 5 M 502, 24 mai 1936.

22- Archives départementales de la Gironde, série 5 M 502, 10 juin 1936.

23- Pierre Bardou, La raffinerie Deutsch de la Meurthe à Saint-Loubès, une industrie en milieu rural au XIXe siècle, in *l'Entre-Deux-Mers à la recherche de son identité : Acte du quatrième colloque tenu à Saint-Loubès, Lormont et Saint-Louis de Montferrand les 15, 16 et 17 octobre 1993*, Périgueux, Entre-Deux-Mers, 1994, pp 7-13.

XAVIER GUILLOT, JULIE AMBAL

● Saint-Loubès

URBANITÉ CAMPAGNARDE

Le paysage, matrice
d'un récit de transition
à Saint-Loubès (Gironde)

Depuis les années 1970, l'essor de la mobilité et l'intégration de Saint-Loubès à l'espace économique métropolitain ont engendré l'émergence de modes de vie spécifiques reflétés par les statistiques : une extension géographique du domaine de vie des foyers dans leurs activités quotidiennes, principalement déterminée par la mobilité automobile et l'attractivité du pôle bordelais. Cette réalité reflète le processus de périurbanisation engagé ici comme ailleurs.

Toutefois, la rencontre avec les habitants de la commune invite à constater un ensemble de limites par rapport à ce modèle de vie. Dans ce contexte, analyser ces limites – et simultanément entrevoir les attentes qui se dessinent – constitue un objectif de recherche précieux à l'adresse des élus pour les guider dans leur politique d'aménagement.

Les enquêtes conduites à Saint-Loubès ont ainsi permis de mettre au jour les indices de ces attentes, notamment en matière de sociabilité et de rapport à l'espace local. S'appuyant sur notre connaissance du territoire issue de l'analyse par entité paysagère, une notion fédératrice est avancée pour qualifier ces attentes : celle d'« urbanité campagnarde ».

TROIS ÉCHELLES D'HABITER L'ESPACE TERRITORIAL

Les enquêtes conduites sur la vie quotidienne des Loubésiens permettent d'identifier trois types de rapport à l'espace géographique. Nous distinguons tout d'abord l'espace de vie à l'échelle domestique, caractérisé à Saint-Loubès par une forme architecturale dominante : la maison individuelle, avec des différences de superficie selon les époques²⁵. Aujourd'hui, le choix des foyers est de s'orienter vers des logements situés sur de petits terrains pour des raisons de coût à l'achat, mais surtout pour éviter le travail d'entretien que nécessitent les grandes parcelles.

« Deux mille mètres carrés, les gens n'en veulent pas forcément. Ils veulent un terrain, ils ne veulent pas avoir la contrainte du nettoyage en permanence, de la tondeuse, et tout ça. » Jean-Claude, habitant retraité sur le départ, septembre 2019

Au sein de cette aire d'habitation, le jardin occupe une place essentielle en raison de l'extension des activités qu'il permet au quotidien (bricolage, jeux pour les enfants, jardinage, etc.). L'ensemble s'apparente à une forme de « microéquipement agro-ludo-familio-culturel », pour reprendre la formule de Jean Viard²⁶.

S'agissant de l'emploi, comme nous l'avons évoqué en introduction, un fait s'impose en matière de rapport au territoire : l'« éclatement géographique » de son espace à l'échelle de l'aire métropolitaine, avec des déplacements pendulaires principalement effectués en automobile (87 % des déplacements). Ainsi, une très grande partie des Loubésiens (plus de 80 %) ne travaillent pas sur le territoire de la commune et se rendent quotidiennement dans la métropole bordelaise ou dans la communauté d'agglomération du Libournais, voire ailleurs dans le département²⁷. Inversement, la majorité de la population qui travaille à Saint-Loubès, occupant notamment les emplois générés par la zone d'activités, n'y réside pas²⁸. Nous assistons donc à une forme de chassé-croisé quotidien entre la population qui réside dans la commune et celle qui y occupe un emploi, avec comme conséquence des embouteillages aux heures de pointe sur la D242 qui traverse le bourg.

En dehors des activités liées au travail, l'espace de vie se resserre sur le plan géographique en raison de l'offre commerciale et d'équipements scolaires et de loisirs à Saint-Loubès et les communes environnantes. Comme nous l'avons évoqué plus haut, il convient de souligner que Saint-Loubès a maintenu des activités commerciales dans son centre-bourg et dispose de services de proximité sportifs et culturels. Toutefois, les équipements plus intergénérationnels ou spécialisés sont concentrés au sein du pôle principal de la métropole bordelaise ou de celui secondaire de Libourne : le lycée, les établissements d'enseignement supérieur, les services publics départementaux, régionaux ou nationaux, les espaces et activités culturels (expositions, concerts, conférences) et certaines activités sportives.

Cette organisation spatiale n'est pas sans effet sur la manière dont les habitants s'approprient le territoire de Saint-Loubès et sur les rapports qu'ils entretiennent avec les élus. Au-delà de l'espace domestique, la commune est principalement perçue et vécue au rythme des déplacements automobiles, engendrant une forme de rapport utilitariste à son espace : un rapport qui s'étend à la perception que les habitants ont des services et des équipements proposés. Cette dynamique n'est pas propre à Saint-Loubès, elle se manifeste également dans d'autres communes périurbaines ayant connu une trajectoire semblable en matière d'essor démographique et de renouvellement des habitants. Comme l'explique Éric Charmes, « les habitants se sont engagés en amont, lors de la signature de leur bail ou de leur acte de propriété, à jouir d'un cadre de vie déterminé suivant des modalités fixées, qui ne doivent plus être modifiées²⁹ ». Un rapport qui fait écho à la notion de « clubbisation » développée par ce même auteur³⁰ et qui renvoie au sentiment de jouir d'un territoire et de ses services avec une relation économique au local. Nous observons donc un changement de paradigme par rapport aux représentations de la communauté villageoise encore très ancrées dans les années 1960, au sein desquelles était cristallisée une relation au local plutôt politique, où primait le rapport à l'autre. Aujourd'hui, l'achat d'une maison ou d'un pavillon devient synonyme d'achat d'un « ticket de membre d'une municipalité dont les habitants sont unis par la jouissance commune d'un cadre de vie particulier³¹ ».

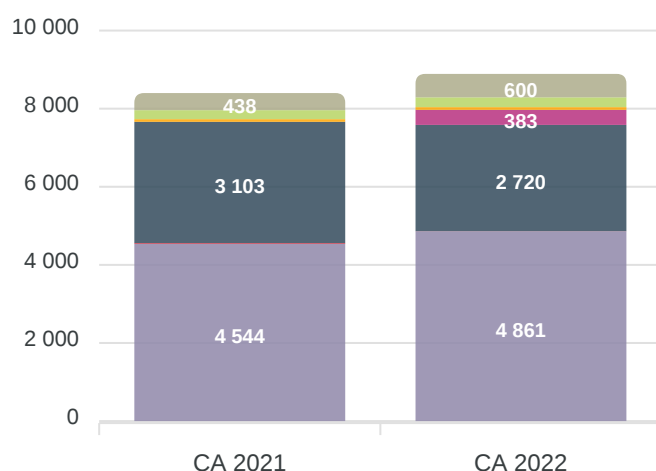
Annexe 11a

IMPÔTS ET TAXES

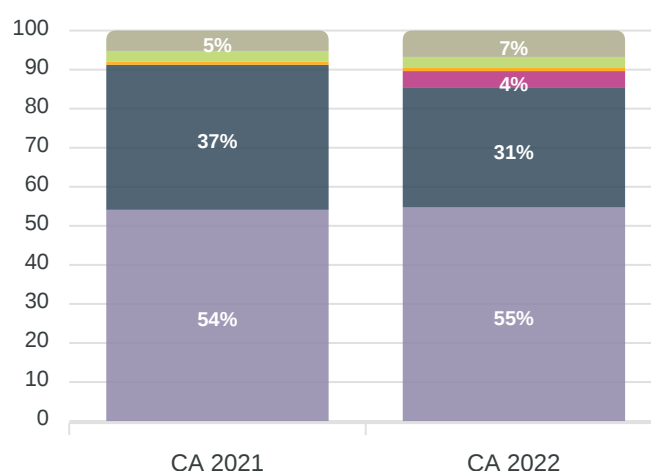
COMMENTAIRES

Les recettes fiscales encaissées par la commune sont majoritairement constituées des contributions directes (55% en 2022). C'est d'ailleurs le dernier levier d'autonomie fiscale dont disposent les communes depuis la suppression de la taxe d'habitation. Elles ont progressé de 7% entre 2021 et 2022. La commune doit veiller à faire évoluer sa principale ressource avec les hausses de ses charges structurelles.

Impôts et taxes en k€



Impôts et taxes en base 100



	CA 2021	CA 2022	Évol.
Contributions directes	4 543,6 k€	4 861,4 k€	+7,0 %
Autres impôts	16,7 k€	2,3 k€	-86,1 %
AC + DSC	3 103,2 k€	2 720,3 k€	-12,3 %
Autre fiscalité reversée	0,0 k€	382,8 k€	-
Taxes liées domaine	0,0 k€	3,2 k€	-
Taxes liées urbanisme & environnement	67,5 k€	69,1 k€	+2,3 %
Taxes liées à la P°	230,8 k€	251,3 k€	+8,9 %
Taxes liées services	0,0 k€	0,0 k€	-
Autres impôts et taxes autres	438,1 k€	599,7 k€	+36,9 %

TOTAL = 8.890 k€

En 2023, la loi de finances prévoit une réévaluation des valeurs locatives de 7%, ce qui engendrera mécaniquement un produit fiscal pour la commune en hausse de 340k€. Ceci ne permet pas de compenser l'évolution des charges de la collectivité liées aux services rendus à la population estimé à +910k€. Ainsi, les sujets du taux de la taxe foncière, et/ou de l'exonération de deux ans pour les locaux neufs d'habitation, et/ou de l'assujettissement de la taxe d'habitation aux logements vacants et/ou sa majoration sur les résidences secondaires pourront être travaillés par la municipalité.

Séance ordinaire du 04 avril 2024

L'an 2024, le 04 avril 2024 à 18h00, les conseillers communautaires de la Communauté de communes Les Rives de la Laurence, légalement convoqués se sont réunis au siège de la Communauté de communes, sous la présidence de Frédéric DUPIC.

PRESENTS :

MM. Frédéric DUPIC, Pierre COTSAS, Philippe GARRIGUE, Hubert LAPORTE, Olivier LAFEUILLADE, Pierre DURAND, José MARTIN, Pascal COURTAZELLES, Mmes Emmanuelle FAVRE, Madame Sylvie BRISSON, Céline BAGOLLE, Alice PLATRIEZ, Sylvie FONTENEAU,

EXCUSES :

Monsieur Cédric CHALARD ayant donné pouvoir à Madame Alice PLATRIEZ
Monsieur Pierre SEVAL ayant donné pouvoir à Madame Emmanuelle FAVRE
Monsieur Harrag KOUTCHOUK ayant donné pouvoir à Madame Céline BAGOLLE
Madame Laetitia DA COSTA ayant donné pouvoir à Monsieur Pascal COURTAZELLES
Madame Nanou LAURENTJOYE ayant donné pouvoir à Monsieur Hubert LAPORTE
Monsieur Luc DUTRUCH
Madame Sylvie AYAYI
Madame Sybil PHILIPPE

ABSENTS :

Madame Lucie LAVERGNE

Secrétaire de séance : Monsieur José MARTIN

Date de convocation : 25/03/2024

Nombre de Conseillers : 22
Nombre de Conseillers en exercice : 22
Nombre de Conseillers présents ou représentés : 18
Nombre de suffrages exprimés : 18

D.2024-04-04 : Attribution de compensation 2024

Considérant la délibération du 28.01.2021, D. 2021-01-02 portant modification de l'attribution de compensation,

Monsieur le Président propose au Conseil Communautaire d'approuver l'attribution de compensation comme suit :

BEYCHAC et CAILLEAU	475 632,70 €
MONTUSSAN.....	168 230,56 €
SAINTE-EULALIE.....	808 109,89 €
SAINT-LOUBES.....	2 720 348,82 €
SAINT-SULPICE-ET-CAMEYRAC.....	227 251,46 €

YVRAC.....

Envoyé en préfecture le 09/04/2024

Reçu en préfecture le 09/04/2024

Publié le

ID : 033-243301249-20240405-2024_04_04-BF

Soit un TOTAL de 5 059 272,12 € inscrit au compte 739211 (Chap 014) du budget. Elle sera versée en douzième chaque mois.

Après en avoir délibéré, le conseil communautaire à l'unanimité des membres présents et représentés décide de :

- Approuver l'attribution 2024 comme indiqué ci-dessus.

Fait à Saint-Loubès, le 05 avril 2024

Le Président



Frédéric DUPIC



Le secrétaire de séance



José MARTIN

Le Président :

- Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- Informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le Représentant de l'Etat
- Le Tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr

Séance du Conseil Municipal
du Jeudi 02 octobre 2003

Annexe 12

L'an deux mil trois, le deux du mois d'octobre à dix huit heures,

Le Conseil Municipal de la commune de Saint-Loubès convoqué par Monsieur le Maire, s'est assemblé au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Monsieur Serge ROUX pour la session ordinaire.

PRESENTS : MM Serge ROUX (Maire), Pierre DURAND, Pierre BARIANT, MMES Françoise GOULLAUD, Bernadette LIGNAC, MM. Bernard DUVERNE, José GONZALEZ, Claude CASTAING, (adjoints) MMES Marie BOVA, Marie-France SEVERIN, Colette HAUTEFAYE, Thérèse STANISLAS, Sylvie LAMBERT, Monique BONNAMY, Joëlle OLIVER, MM. Bernard COZETTE, Jean-François LEMOIGNE, Jean-Michel BERTHELIER, Franck DESCOUBES Jean Michel BAUDET, Michel MARTINEZ , MME Marie-Christine RUBIO, MM Serge GUILLOU, Jean-François VIDEAU.

EXCUSES ET REPRESENTES :

-Madame Marie-Pierre REBUFIE	représentée par Monsieur Michel MARTINEZ
-Madame Marianna RUNDSTADLER	représentée par Monsieur José GONZALEZ
-Monsieur Alain ANDRE	représenté par Monsieur Serge ROUX
-Monsieur Bernard MASSONNEAU	représenté par Monsieur Pierre BARIANT

EXCUSE

-Monsieur Denis MAUGET

SECRETAIRE DE SEANCE : Madame Sylvie LAMBERT

DATE DE CONVOCATION : 25 septembre 2003

§§§

Monsieur le Maire remercie ses collègues de leur présence et demande si le précédent compte rendu de la séance du 30 juin 2003 appelle des remarques de leur part.

Monsieur VIDEAU s'étonne tout d'abord que le pouvoir de Madame REBUFIE, normalement membre du groupe « Démocratie communale » de Monsieur MAUGET, soit donné à Monsieur MARTINEZ pour la présente séance. Monsieur DURAND rappelle que les conseillers absents peuvent se faire représenter par la personne de leur choix.

Monsieur VIDEAU conteste ensuite la façon dont ses propos ont été rapportés dans le compte rendu s'agissant de l'affaire DUVERNEUIL. Il redemande au maire ce qu'il a réellement fait dans cette affaire et ce qu'il compte faire.

Monsieur le Maire rappelle une nouvelle fois brièvement les étapes successives de l'action municipale (courriers, rencontres, plaintes, saisine, constat), déjà évoquées lors la précédente séance, pour lutter contre ces nuisances olfactives et souligne qu'au final la situation s'est bien régularisée du fait de l'entrepreneur qui a été forcé de se mettre en conformité par la DRIRE.

Monsieur le Maire informe à ce propos le conseil que le projet de nouvelle station d'épuration de la zone industrielle, couplée à une usine de traitement des boues, est sur le point de trouver son aboutissement après intervention du Préfet auprès des services déconcentrés d'Etat. L'instruction du Permis de Construire correspondant est en cours pour une mise en service envisageable après travaux courant fin 2004. Il ajoute que la déchetterie est susceptible d'être transférée prochainement au SEMOCTOM et que, de plus en plus, les contraintes de traitement seront importantes au point de proscrire toute incinération par exemple.

Monsieur VIDEAU, revenant à l'affaire DUVERNEUIL, demande si la mairie compte aller au bout de sa plainte auprès du Procureur de la République.

Monsieur le Maire assure que la plainte est maintenue pour l'heure afin de continuer à faire pression mais réserve encore sa décision définitive arguant du fait qu'il faut voir l'intérêt d'une telle démarche.

PLACE DE L'HÔTEL DE VILLE BP 56 33451 SAINT-LOUBES CEDEX
TEL 05.57.97.16.16 FAX 05.57.97.16.00

Madame BOVA, en prévision pour 2004, insiste sur la nécessité d'informer les parents le plus tôt possible des fermetures éventuelles du CLSH afin qu'ils puissent prendre leurs dispositions et leurs congés en conséquence.

3) Création emploi ATSEM

Monsieur le Maire propose à l'assentiment du conseil la création d'un emploi d'ATSEM 2° classe à temps complet, destiné à un agent lauréat du concours externe 2003 sur titres avec épreuves, organisé par le Centre de Gestion de la Gironde.

Il propose dans le même temps la suppression de l'emploi d'agent d'entretien détenu actuellement par cet agent.

A l'unanimité des membres présents et représentés, le conseil accepte les propositions visées ci-dessus et modifie en conséquence le tableau des emplois des fonctionnaires territoriaux de la commune avec effet au 01 novembre 2003.

XI- INFORMATIONS DIVERSES

1) Travaux voirie

Monsieur DURAND donne connaissance des travaux de voirie réalisés ou en cours de réalisation.

Il se dit satisfait car la quasi totalité des prévisions aura été bientôt réalisée.

Sur un autre plan, Monsieur DURAND rapporte également que des travaux durables sont à l'étude avec la DDE notamment pour réaménager le cimetière communal qui mérite de façon urgente une remise en ordre.

En marge, Monsieur le Maire répond à une interrogation de Madame BOVA et avance que le nouveau collège devrait être livré pour la rentrée scolaire 2004. Il ajoute qu'il est en train en ce moment de faire pression sur le département pour obtenir la construction dans la foulée d'une nouvelle halle des sports près du CES.

2) Aménagement de l'espace

Monsieur le Maire informe le conseil de l'état d'avancement de deux projets d'envergure liés à l'urbanisme : le PLU (plan local d'urbanisme) et la CAB (convention d'aménagement de bourg).

a. Le PLU

Il est précisé que le groupe d'études d'élaboration de ce PLU a commencé à travailler depuis mars avec la DDE notamment et l'agence d'urbanisme MADAULE de Créon.

Il fait état de certaines difficultés à ce stade des études préalables et du diagnostic car un désaccord avec la DDE subsiste au niveau de la forme urbaine à préconiser.

Il refuse la sur-densification que la loi SRU veut imposer aux élus et se félicite d'un récent assouplissement apporté par la loi LUH qui permet de nouveau d'instituer une taille minimale de parcelle afin d'aérer la trame urbaine et le paysage.

Il affirme aussi qu'il est très soucieux d'obtenir la constructibilité d'îlots en friche au milieu de zones habitées afin que la cohérence et l'entretien des espaces soient assurés. Il complète ces propos en rappelant qu'il serait tout à fait naturel que le PLU soit par la suite modifié ou révisé une fois par mandat selon les projets de l'équipe en place.

b. La CAB

Monsieur le Maire rend compte au conseil des propositions faites par le bureau d'études du CREHAM pour les travaux de réaménagement du centre bourg et notamment de la RD 242. Il signale encore quelques zones d'ombres ou désaccords sur des points tels que la nature du revêtement des chaussées et trottoirs de l'avenue de la République ou la percée d'une nouvelle voie en bord du parc Stanislas.

Monsieur le Maire expose les grandes lignes d'un projet à moyen terme de réaménagement de l'actuel stade de football près du bourg qu'il s'agirait de requalifier en espace commercial et paysager (+ stationnement) afin d'étoffer le bourg et casser sa trop grande linéarité.

Est aussi évoqué le projet privé de regroupement pressenti des deux maisons de retraite des Sablons et de Saint-Michel.

Monsieur le Maire annonce d'ailleurs la tenue future de réunions de concertation sur ces projets.

Tour de table

-Monsieur DUVERNE mentionne pour information la création en septembre d'une classe supplémentaire à l'école Paul Jean Toulet et alerte par ailleurs sur la persistance des tapages nocturnes au complexe sportif particulièrement au niveau des locaux du rugby.

-Madame LAMBERT demande comment agir contre une entreprise de la zone récemment implantée dont le site est dans un état déplorable préjudiciable à l'image de la commune.

Monsieur le Maire témoigne de sa récente intervention auprès du responsable de la SCI DELANDE qui s'est engagé, à sa demande, à enlever rapidement les monticules de terres et à planter des haies pour remédier à ce mauvais état général de l'environnement.

Plusieurs conseillères réclament ensuite que l'on exige des entreprises qu'elles nettoient les bas cotés de leurs établissements. Monsieur DURAND indique que les travaux du Relais Information Services (RIS), assumés désormais par la CDC, sont sur le point de s'achever et amélioreront le cadre de la zone d'activité rendu plus lisible et mieux structuré. Il précise que chaque entreprise assurera sa propre signalétique.

-Madame LAMBERT souhaite aussi savoir si une enveloppe globale et annuelle pourrait être attribuée au fleurissement hiver et été pour 2004. Monsieur le Maire dit que c'est difficile mais que cela sera étudié. Monsieur DURAND rappelle la grande satisfaction des habitants vis à vis du fleurissement 2003 qu'il faut donc au moins rééditer l'année prochaine. Tous réaffirment aussi la nécessité d'un plus grand nombre de poubelles sur la commune.



Annexe 13

Arrêté du 19.01.2006

**CONSTAT DE CARENCE AU TITRE DE L'ARTICLE 55 DE LA LOI SRU
POUR LA COMMUNE DE SAINT-LOUBÈS**

PREFET DE LA REGION AQUITAINE
PREFET DU DEPARTEMENT DE LA GIRONDE
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR

Vu l'article 55 de la loi n°2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbains ;

Vu l'article 24 de la loi MURCEF n°2001-1168 du 11 décembre 2001 ;

Vu les articles L.302-5 à L.302-9-1 du code de la construction et de l'habitation ;

Vu l'article L.2332-2 du code général des collectivités locales ;

Vu la circulaire n°2005-50 UHC/DUH du 5 août 2005 relative à la mise en oeuvre des bilans prévus aux articles L.302-9 et L.302-9-1 du code de la construction et de l'habitation ;

Vu le bilan triennal produit par la commune de Saint-Loubès en date du 14 avril 2005 ;

Vu la lettre du Préfet du 29 septembre 2005 informant la commune de Saint-Loubès de son intention d'engager la procédure de constat de carence ;

CONSIDERANT la lettre de Monsieur le Maire de Saint-Loubès du 28 novembre 2005 présentant ses observations sur le non respect de l'objectif triennal pour la période 2002-2004 ;

CONSIDERANT l'avis du bureau du Comité Régional de l'Habitat réuni en date du 6 janvier 2006 ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture ;

A R R E T E

Article 1^{er}

L'objectif triennal de rattrapage en matière de logements locatifs sociaux pour la période 2002-2004 est fixé pour la commune de Saint-Loubès à 59 logements. Le bilan triennal fait état de 27 logements réalisés. Par conséquent, le nombre de logements non réalisés s'élève à 32 logements.

Article 2

Au vu du non respect de l'objectif triennal de rattrapage pour la période 2002-2004, je prononce la carence de la commune de Saint-Loubès.

Article 3

Le taux de majoration visé à l'article L.302-9-1 du code de la construction et de l'habitation est égal au plus au rapport entre le nombre de logements sociaux non réalisés et l'objectif triennal fixé, soit 54%.

Article 4

Le taux de majoration fixé à 54% sera appliqué sur le montant théorique du prélèvement SRU des trois prochaines années (2007-2009).

Article 5

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture et Monsieur le Directeur Départemental de l'Equipement sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de l'Etat et notifié aux intéressés.

Fait à BORDEAUX, le 19 janvier 2006

LE PREFET,
Francis IDRAC





L'assainissement à Cavernes

Les habitants de Cavernes seront raccordés à l'assainissement collectif dans les 6 mois. Menée par le Sivom, pour le compte de la Mairie, pour un montant de 1,3 millions d'euros, l'opération de raccordement concernera 114 habitations. « Nous avons organisé une réunion d'information en octobre dernier. Chaque habitant a été ou sera personnellement contacté par le Sivom, explique le maire, Pierre Durand. Une fois le réseau public de collecte créé, le Code de la santé publique impose le raccordement des immeubles dans le délai de deux ans à compter de la mise en service du réseau. »

Les frais qui sont à la charge de la commune seront compensés pour partie par les recettes générées par les nouveaux raccordements et par des réserves communales mises de côté pour financer ce projet.

Vous avez une question sur l'assainissement ? Contactez le service technique de la mairie au 05 57 97 16 16.

Aménagement et recalibrage de la RD115

Très fréquentée entre Saint-Loubès et Yvrac, la RD115 va faire enrobé neuf ! Plus largement, elle sera entièrement réaménagée avec la création de trottoirs et d'une piste cyclable. Les carrefours seront sécurisés, un rond-point créé à l'intersection avec le chemin des Anglais.

« La majeure partie des travaux est financée par le Conseil Général, explique Pierre Bariant, premier adjoint en charge des finances. La commune investira 500 000 € pour les aménagements et l'éclairage public. »



Cantine et restaurant scolaire :

Les cuisines actuelles ne sont plus aux normes sanitaires malgré les remises à niveau effectuées régulièrement.

La municipalité a donc décidé, pour répondre définitivement à ce problème, de construire une cuisine centrale et un nouveau restaurant scolaire (qui accueillera les enfants de Jean de la Fontaine et de Paul-Jean Toulet) sur une parcelle de terrain acquise en 2009 et située près de l'école Jean de la Fontaine.

La cuisine et le restaurant actuels seront reconvertis et affectés au centre de loisirs qui a lui aussi besoin de s'agrandir pour répondre aux normes en vigueur.

Cette future cuisine desservira les restaurants des écoles Hector Ducamp, Île Bleue, la crèche, ainsi que le portage des repas aux personnes âgées. Des travaux d'adaptation vont être nécessaires dans les restaurants des écoles desservies. Ce projet qui avoisinera les 3 M€ sera en partie autofinancé par la vente de terrains industriels.



Projets économiques et sociaux

Le parc d'activités artisanales, chemin de la Rafette, accueillera ses premières entreprises en 2010. A ce jour, la quasi-totalité des 17 lots est vendue et raccordée au réseau collectif.

Le deuxième projet d'envergure consiste en la construction d'une plateforme logistique près de Cavernes. Sur 4 hectares de terrains communaux pour l'instant, ce projet générerait la création d'un nombre non négligeable d'emplois peu qualifiés. L'accès à la plateforme logistique se fera par une bretelle spécifique sur un rond-point. Que les riverains se rassurent : les camions ne passeront pas par Cavernes.

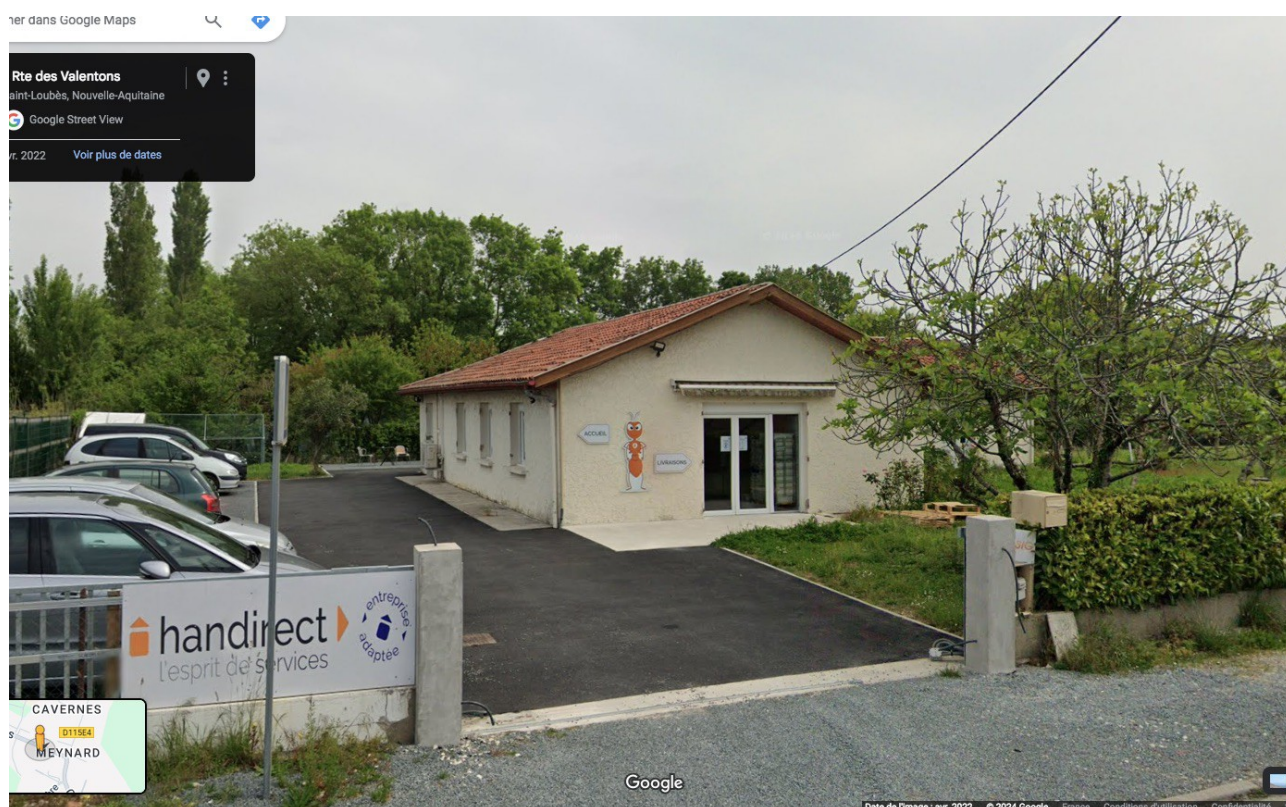
Enfin, les 64 premiers logements sociaux, des maisons individuelles, sortiront de terre en 2010, chemin de Loustalot.

Et pour les années suivantes ?

Dans les années 2012-2013, un projet cher au cœur de l'équipe municipale devrait voir le jour avec la construction de salles de convivialité. Les Loubésiens pourront les louer à un tarif préférentiel pour les fêtes de famille et les associations pourront les utiliser selon leurs besoins.

« Une entreprise privée a aussi fait une proposition pour installer une ferme photovoltaïque, annonce Pierre Durand. Une reconversion écologique pour un lieu qui ne l'était pas vraiment à la base puisqu'il s'agit d'une ancienne décharge. Le projet sera étudié l'année prochaine. »

Annexe 15



1 route des Valentons, avant (2022) et après



Annexe 16

Hangar en tôle installé 9 rue Gutenberg, sur la ZA La Rafette



Annexe 17

Moulin actuel en ruine



Moulin restauré

(la servitude d'utilité publique n'empêche pas la restauration du moulin envisagée ici : voir l'extrait du code de l'énergie page suivante)



Moulin transformé en restaurant touristique



EXTRAIT CODE DE L'ENERGIE

Article L323-6

La servitude établie n'entraîne aucune dépossession.

La pose d'appuis sur les murs ou façades ou sur les toits ou terrasses des bâtiments ne peut faire obstacle au droit du propriétaire de démolir, réparer ou surélever. La pose des canalisations ou supports dans un terrain ouvert et non bâti ne fait pas non plus obstacle au droit du propriétaire de se clore ou de bâtir.

Article L323-9

Un décret en Conseil d'Etat précise les conditions et modalités d'application de la présente section. Il détermine notamment les formes de la déclaration d'utilité publique prévue à l'article L. 323-3. Il fixe également :

1° Les conditions d'établissement des servitudes auxquelles donnent lieu les travaux déclarés d'utilité publique et qui n'impliquent pas le recours à l'expropriation ;

2° Les conditions dans lesquelles le propriétaire peut exécuter les travaux mentionnés à l'article L. 323-6.

Article D323-16

Le propriétaire d'un terrain grevé de servitudes doit, avant d'entreprendre tous travaux de démolition, réparation, surélévation, toute clôture ou tout bâtiment mentionnés à l'article L. 323-6, en prévenir par lettre recommandée, au moins un mois avant le début des travaux, le gestionnaire du réseau public de distribution concerné.

EXTRAIT DE L'ARRET DE LA COUR DE CASSATION DU 19 JUIN 2002 rendu en application de l'ancien article 12 de la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie, repris, en partie, dans les articles ci-dessus

« [...] le propriétaire de l'immeuble n'est pas dépossédé en l'absence d'expropriation, [...] il s'ensuit que si le propriétaire veut démolir, réparer ou surélever l'immeuble bâti ou clore et bâtir sur le terrain ouvert et non bâti, le concessionnaire doit modifier ou déplacer les ouvrages et supports des conducteurs à ses frais. »

« [...] le droit conféré au concessionnaire bénéficiaire de la déclaration d'utilité publique ne peut faire obstacle au droit du propriétaire d'opérer des modifications de sa propriété conformes à son utilisation normale ».

De: **GAUDIN Nathalie** nathalie.gaudin@rte-france.com
Objet: RE: Demande de renseignement
Date: 23 janvier 2025 à 09:55
À:

Bonjour Madame DULORD

Pour des raisons de maintenance technique nous pouvons effectivement adapter nos ouvrages. Toutefois nous le faisons rarement pour permettre des constructions ou rénovations car les frais et les délais sont conséquents.

De plus une réhausse de câble ne serait pas suffisante dans votre cas car on gagnerait quelques dizaines de centimètres uniquement.

Il faudrait partir sur un changement de pylônes ce qui impliquerait d'autres moyens et délais et serait soumis à divers autorisations en interne et en externe.

Malheureusement votre projet ne me semble pas compatible avec nos contraintes.

N'hésitez pas à m'appeler si vous avez d'autres questions.

Cordialement.



Nathalie GAUDIN
Assistante Environnement Tiers

RTE - Pôle Gestion de l'Infrastructure - Direction Maintenance -
Centre Maintenance Toulouse - Groupe Maintenance Réseaux
Gascogne - Equipe Appuis
nathalie.gaudin@rte-france.com
Fixe. +33556339922 Port. (0)6 07 25 43 87



RTE
12 rue aristide berges
33270 Floirac

NOUS SUIVRE
rte-france.com



Libre (C1)	Interne RTE (C2)	Restreint RTE (C3)	Confidentiel RTE (C4)
<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Mon mail lorsqu'il est envoyé en dehors des plages habituelles de travail, n'attend pas de réponse immédiate.

De : Anaïs Dulord <anaisdulord@orange.fr>
Envoyé : mercredi 22 janvier 2025 17:21
À : GAUDIN Nathalie <nathalie.gaudin@rte-france.com>
Objet : Demande de renseignement

EXPÉDITEUR EXTERNE: Ne cliquez sur aucun lien et n'ouvrez aucune pièce jointe à moins qu'ils ne proviennent d'un expéditeur fiable, ou que vous ayez l'assurance que le contenu provient d'une source sûre.

Bonjour Madame,

Je vous remercie pour votre réponse.

Est-il techniquement possible, pour RTE, de rehausser les câbles électriques de la ligne BASSENS IZON depuis les pylônes 62 et 63 afin de permettre la restauration du moulin ?

Dans l'affirmative, de combien de mètres ce rehaussement est-il possible ?
Dans la négative, une autre solution technique est-elle envisageable ?

Bien cordialement,

Anaïs DULORD

Le 21 janv. 2025 à 10:29, RTE-TOU-GASC-TIERS <rte-tou-gasc-tiers@rte-france.com> a écrit :

Bonjour Madame DULORD

L'installation de la ligne électrique BASSENS IZON remonte aux années 60 et a fait l'objet de toutes les démarches nécessaires dont une Déclaration d'Utilité Publique.

De plus nous mettons en place des conventions de servitudes avec les propriétaires des terrains au moment de la mise en place.

Une servitude n'empêche pas la construction sous nos lignes, toutefois elle doit respecter certaines règles :

- Eloignement minimum de 5m de nos câbles
- Pas de terrassement aux abords des pylônes
- Pas de constructions électriques à proximité des pylônes

Dans le cas du moulin il me semble effectivement compliqué d'envisager sa remise en état d'autant plus avec les hélices orientées vers la D115.

En effet la ligne, aux abords du moulin, est à 9.4m de haut ce qui vous donne une hauteur exploitable de 4.4m pour le bâtiment et les moyens humains.

Cette hauteur exploitable doit être respectée 8m de chaque côté de l'axe de la ligne.

En espérant vous avoir apporté les éléments nécessaires.

N'hésitez pas à me contacter si vous avez des questions.

Cordialement.

<image001.png> **Nathalie GAUDIN**
Assistante Environnement Tiers

RTE - Pôle Gestion de l'Infrastructure - Direction Maintenance - Centre Maintenance Toulouse -
Groupe Maintenance Réseaux Gascogne - Equipe Appuis

nathalie.gaudin@rte-france.com

Fixe. +33556339922 Port. (0)6 07 25 43 87

<image002.png>

RTE 12 rue aristide berges 33270 Floirac		NOUS SUIVRE rte-france.com <image003.png><image004.png><image005.png><image006.png>	
Libre (C1)	Interne RTE (C2)	Restreint RTE (C3)	Confidentiel RTE (C4)
<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Mon mail lorsqu'il est envoyé en dehors des plages habituelles de travail, n'attend pas de réponse immédiate.

De : RTE <noreply@swi.cloud-rte-france.com>

Envoyé : lundi 20 janvier 2025 16:00

À : RTE-TOU-GASC-TIERS <rte-tou-gasc-tiers@rte-france.com>

Objet : Nouveau message : Formulaire Contact

EXPÉDITEUR EXTERNE: Ne cliquez sur aucun lien et n'ouvrez aucune pièce jointe à moins qu'ils ne proviennent d'un expéditeur fiable, ou que vous ayez l'assurance que le contenu provient d'une source sûre.

Un nouveau message a été envoyé (lun 20/01/2025 - 16:00)

Données du formulaire:

Destinataire

rte-cm-tou-gmr-gasc-relations-tiers@rte-france.com

Prénom

Anaïs

Nom

DULORD

Email *

anaisdulord@orange.fr

Code postal

33450

Ville

SAINT-LOUBES

Pays

[France](#)

Titre du message

Demande de renseignement

Texte du message *

Bonjour,

La servitude d'utilité publique correspondant à la ligne électrique LIT 63kV N0 1 BASSENS-IZON (pylône 62) qui passe par SAINT-LOUBES a-t-elle fait l'objet d'une convention avec la commune ou d'un arrêté préfectoral ?

La ligne passe sur des terrains communaux situés en bordure de la D115, à proximité du chemin de fer Paris - Bordeaux.

La servitude empêche-t-elle :

- de réaliser des constructions sous ou à proximité de la ligne ?
- la restauration d'un moulin du 18ème siècle (actuellement en ruine) par reconstruction de sa toiture et de son hélice qui serait orientée vers la D115 ?

Je vous remercie pour votre réponse.

Bien cordialement,

Anaïs DULORD

Consentement des conditions

Oui

Mentions légales

Oui

"Ce message est destiné exclusivement aux personnes ou entités auxquelles il est adressé et peut contenir des informations privilégiées ou confidentielles. Si vous avez reçu ce document par erreur, merci de nous l'indiquer par retour, de ne pas le transmettre et de procéder à sa destruction.

This message is solely intended for the use of the individual or entity to which it is addressed and may contain information that is privileged or confidential. If you have received this communication by error, please notify us immediately by electronic mail, do not disclose it and delete the original message."

"Ce message est destiné exclusivement aux personnes ou entités auxquelles il est adressé et peut contenir des informations privilégiées ou confidentielles. Si vous avez reçu ce document par erreur, merci de nous l'indiquer par retour, de ne pas le transmettre et de procéder à sa destruction.